

**Propositions du Comité Laïcité République
au Président de la République
pour surmonter la crise de la société française
déclenchée par la pandémie et ses conséquences.**

27 Mars 2020

Considéranrs

La pandémie de Covid-19, partie de Chine, a envahi la planète au point qu'aujourd'hui la moitié de la population mondiale est en situation de confinement et qu'aucune autorité n'est capable de dire quand elle se terminera, après combien de morts.

L'économie mondiale est à l'arrêt, les instances internationales de référence et en particulier l'Union européenne ne semblent pas en mesure ne serait-ce que de réguler et apaiser les relations entre les nations. Les nations elles-mêmes, affaiblies par une longue séquence historique de défiance et de rejet politique ne paraissent plus capables de protéger leurs citoyens et de leur offrir des perspectives rassurantes.

Cette remise en cause radicale de nos modes de vie constitue une expérience inconnue pour tous les êtres humains vivants, puisque la précédente occurrence d'une telle tempête remonte à 1918. Les Français, plus encore que d'autres peuples et parce qu'ils appartiennent à une nation politique et séparée du religieux, ressentent de manière plus ou moins confuse la nécessité d'une révision profonde des orientations économiques, sociales et culturelles adoptées depuis plus de quarante ans. Ces orientations ont privilégié la libre circulation des biens et des moyens financiers, l'affaiblissement des États-Nations et des services publics ainsi que la remise en cause de l'état-providence.

Les Français, dont l'idéal républicain, laïque et social a toujours exigé un État fort, juste, protecteur et interventionniste, ont, bien plus que d'autres peuples qui ont construit leur unité sur d'autres prémisses culturelles, souffert de cette évolution qui va à l'encontre de toute leur histoire et de leurs traditions. Cette souffrance, cette incompréhension sont d'autant plus profondes que les bénéfices attendus ne sont jamais venus ; malgré la mise en œuvre ininterrompue de ce nouveau modèle de société depuis près de quarante ans, les Français n'ont pu que constater l'accroissement constant du chômage, le recul de l'égalité sociale, fondement de la société française, la mise en cause régulière du principe de laïcité et l'affaiblissement des services publics, en particulier d'éducation, de santé et de retraite. Les services publics français ont été et restent le « patrimoine de ceux qui n'en ont pas ».

La pandémie en cours et les attermoissements, voire les contradictions dans sa gestion, ont mis à nu d'une manière brutale la grande fragilité de l'État, allant jusqu'à donner à la population le sentiment qu'elle était insuffisamment protégée face à la catastrophe.

Malgré ces constats, on peut craindre que la sortie de cette situation historique exceptionnelle ne se traduise par un « retour à la normale » que toutes les forces économiques et politiques dominantes auront tendance à privilégier, plutôt que par une remise à plat des politiques menées jusqu'à présent. Certaines déclarations du Président de la République laissent toutefois espérer qu'il n'en sera pas ainsi. Ce serait heureux en effet, sauf à plonger les citoyens français dans un état d'abattement moral ou de révolte qui mènerait le pays au naufrage ou au chaos. Ces craintes ont toutefois lieu d'être quand on voit que le vote des Assemblées sur l'instauration de l'état d'urgence sanitaire prévoit la remise en cause opportuniste de règles essentielles du droit du travail. Ne serait-ce pas là la traduction matérielle de la « stratégie du choc » analysée par Naomi Klein, consistant à utiliser les périodes de crise les plus sévères pour faire avancer les logiques les plus libérales ?

On ne fait pas le bonheur des peuples malgré eux et contre leur volonté. La demande sociale aujourd'hui est celle du retour à une plus grande protection, à une approche politique et non plus strictement financière des évolutions de la société et à un retour de la solidarité plutôt qu'à l'aggravation de la concurrence de tous contre tous. Il est temps que la France, forte de son histoire, de son magistère moral, se convainque de sa capacité à agir et de sa liberté de remplacer la vision économiste de court terme qui commande les instances européennes, par une approche politique destinée à satisfaire les aspirations populaires.

Propositions

C'est au vu de ces constats que le Comité Laïcité République, à la suite de la conférence organisée par le Président de la République le lundi 23 mars, à laquelle le CLR a été convié, propose les mesures suivantes pour qu'elles soient préparées dès à présent et mises en œuvre dès que la lutte contre la pandémie en laissera la possibilité et les moyens.

NB : certaines de ces mesures ont été annoncées lors du discours du président de la République à Mulhouse le 25 mars 2020, ce qui ne peut que nous réjouir. Nous les avons cependant conservées pour souligner la cohérence globale de nos propositions.

- **Mesures immédiates**

- Respect du confinement et des mesures d'autorité gouvernementales sur tout le territoire de la République, quitte, là où cela est nécessaire, à faire intervenir l'armée, en soutien aux gendarmes et policiers quand ces mesures sont ouvertement et volontairement ignorées au nom du rejet de l'autorité républicaine, en appui aux personnels soignants et dans l'aide au transport et à l'approvisionnement de produits alimentaires et de première nécessité ;
- Effort national de « temps de guerre » pour produire et distribuer aux hôpitaux les appareils d'assistance respiratoire nécessaires à la prise en charge de tous les Français atteints et fournir aux Français, en priorité aux soignants, mais au terme le plus bref à tous, masques, gants et tests de dépistage. Si nécessaire réquisition des usines capables d'assurer cette production sur le territoire national ;
- Engagement humaniste à ne pas laisser les médecins hospitaliers dans l'obligation d'effectuer des « tris » entre les patients ;
- Appel immédiat à contribution, et si nécessaire réquisition, des établissements privés d'hospitalisation ;
- Annonce suivie d'effet immédiat d'une augmentation conséquente des salaires de professions médicales et paramédicales et versement immédiat d'une prime importante à tous les personnels hospitaliers.
- Information transparente, honnête et respectueuse ; fin des pratiques de « communication » ; information quotidienne, complète, chiffrée, argumentée sur les efforts en cours et leurs effets.

- **Mesures à moyen et long terme**

- Abandon pérenne des règles arbitraires d'équilibre budgétaire ;
- Plan décennal renouvelable de reconstruction de la santé publique française (hôpital, médecine de ville, préparation du pays aux épidémies...) ;
- Plan décennal renouvelable de reconstruction de l'école, lieu sacré de la République, sur la base d'un objectif unique : la préparation des enfants à la citoyenneté par les apprentissages et la transmission des savoirs, afin de pallier le déficit culturel et éthique des jeunes générations.

Conclusion

Ces mesures demandent que le Chef de l'État et le gouvernement portent une parole forte, sincère, dénuée d'ambiguïté. Elles exigent de leur part un grand courage et une grande autorité matérielle et morale pour reconnaître d'une part les erreurs passées et assumer d'autre part un changement radical d'orientations politiques.

Au prix de ce courage, nos gouvernants peuvent être assurés que le peuple français, ayant de nouveau le sentiment qu'on le comprend, qu'on le respecte et que l'on travaille à son bonheur et non à l'application de programmes économiques et politiques qui violent ses idéaux, soutiendra son gouvernement et lui donnera, par un regain puissant de légitimité, les moyens de faire entendre sa voix originale dans le cadre des traités européens et sur la scène internationale.